



FONDATION GABRIEL PÉRI

22, rue Brey

75017 Paris

Tel. +33 (0)1.44.09.04.32

Fax +33 (0)1.45.74.06.78

Web : <http://www.gabrielperi.fr>

Mél : [fondation@gabrielperi.fr](mailto:fondation@gabrielperi.fr)

## Séminaire

# « Énergie et développement, un enjeu de civilisation »

Séance inaugurale  
Paris, 20 septembre 2005

# **Allocution de Robert Hue**

Président de la fondation Gabriel Péri

Mesdames, Messieurs,

Cher(e)s Ami(e)s,

Je veux d'abord remercier Messieurs Pierre Gadonneix, Jean-René Bauquis et Frédéric Imbrecht d'avoir accepté l'invitation de la Fondation Gabriel Péri à débiter, ce soir, ensemble, le séminaire annuel que nous avons souhaité installer sur le thème « Énergie et développement, un enjeu de Civilisation ».

Quand nous avons envisagé cette initiative, il y a quelques mois, nous sommes partis d'une idée simple et, je crois, largement partagée : les sociétés humaines sont confrontées à de formidables défis en matière de production diversifiée de l'énergie, de respect de l'environnement, d'accès à la consommation et – la qualité de ce qui précède en dépend étroitement - de maîtrise démocratique des enjeux énergétiques.

C'est cette dernière exigence, absolument décisive à mes yeux, qui sera le fil conducteur de mon intervention.

Les experts, dont je ne suis pas, s'expriment abondamment sur les questions relatives aux différents sujets que notre séminaire se propose de traiter. Ce qu'ils disent, ce qu'ils écrivent - de façon parfois contradictoire et c'est normal- est souvent extrêmement intéressant mais souvent aussi, très mal partagé. De sorte que l'opinion publique, les citoyennes et les citoyens sont, me semblent-il, plutôt conditionnés - à un certain catastrophisme - ou culpabilisés - leurs comportements dispendieux seraient la cause essentielle des difficultés actuelles et à venir – que réellement informés. Dire les choses ainsi, ce n'est pas tenir pour quantité négligeable les conséquences climatiques et environnementales de la production et de la consommation d'énergie comme elles se font depuis plusieurs décennies dans les pays développés ; ce n'est pas non plus mépriser l'exigence d'en faire un usage plus économe. Mais précisément parce que ces questions – et quelques autres, j'y reviendrai- sont devenues cardinales, il est impératif désormais d'initier un grand débat collectif ou chacune et chacun – chefs d'entreprises et syndicalistes, experts, militants associatifs, élus et responsables politiques et, plus généralement, citoyennes et citoyens – disposent d'une information complète et sincère.

A ce stade, et pour éclairer mon propos, je veux faire trois remarques : La première concerne les chiffres que j'ai souvent entendu évoquer par mon ami Denis Cohen, responsable de notre séminaire. Aujourd'hui 80 % de l'énergie marchande ressort des hydrocarbures ; et l'on estime que ces 40 dernières années, les sociétés humaines ont consommé plus d'énergie que celles qui les ont précédées depuis l'apparition de l'homme sur la terre.

Il y a deux façons d'interpréter ces chiffres. On peut estimer qu'ils sont le signe - le second tout particulièrement – d'une « boulimie » irresponsable, et s'en tenir là. Dès lors il faut, en effet, réduire de façon drastique la consommation d'énergie. Mais on peut aussi faire remarquer que ces 40 dernières années ont été marquées par des progrès fantastiques grâce au développement de la production d'énergie. Car il n e s'agit pas seulement, par ce moyen, de s'éclairer et de se chauffer, mais aussi de se déplacer, de se soigner, de communiquer, de se cultiver. Faut-il désormais renoncer à ces progrès de la connaissance et de la maîtrise de la nature au bénéfice des êtres humains, ou plutôt s'interroger sur les moyens disponibles pour poursuivre autrement cette marche en avant de la civilisation ?

Je plaide, on l'aura compris, pour cette seconde posture. D'autant plus, c'est ma deuxième remarque, que des besoins élémentaires sont loin d'être satisfaits ; que des inégalités criantes et insupportables persistent et – si rien ne change – qu'elles vont continuer de s'accroître. Par exemple, on évalue à trois milliards d'habitants l'augmentation de la population d'ici à 2050, essentiellement dans les pays en voie de développement. Et l'on sait également qu'un américain moyen consomme aujourd'hui 13 fois plus d'énergie qu'un habitant de l'Afrique subsaharienne. Suffit-il, dès lors, de modérer nos consommations – aux USA, en Europe Occidentale - pour affronter ces redoutables défis ? Faut il expliquer à des centaines de millions d'indiens, de chinois, d'africains qu'il leur est interdit d'accéder un jour aux avantages dont les sociétés plus développées bénéficient aujourd'hui ? Pour ma part, je refuse d'envisager ce véritable « enjeu de Civilisation » en ces termes régressifs.

Ce qui me conduit à une troisième remarque, esquissée précédemment : il y a urgence à sortir d'un débat souvent dominé par une sorte d'intégrisme, jouant des peurs et de la culpabilisation, pour aller vers une restitution démocratique aux citoyennes et aux citoyens de tous les enjeux et de toutes les solutions possibles. De ce point de vue, la responsabilité des

politiques est tout particulièrement engagée et, je vais plus loin, j'estime qu'elle n'est pas assumée, aujourd'hui, loin s'en faut, à la mesure des défis à relever.

Pour une raison simple : ce sont, de plus en plus, les dogmes et les exigences du libéralisme économique qui dictent les choix à opérer. Et les exigences libérales en la matière sont exclusivement organisées autour d'un objectif : s'assurer les profits financiers les plus rapides et les plus élevés possibles, au mépris de ce que certains nomment, avec raison, la mise en œuvre d'un « développement durable et solidaire. »

A ce propos, je veux indiquer que les mesures immédiates consécutives au surenchérissement du baril de pétrole brut sont loin de faire le compte. Il ne sera pas indifférent aux familles qui utilisent le fuel pour se chauffer de percevoir une prime de quelques dizaines d'euros. Mais elle ne comblera pas, il s'en faudra de beaucoup, l'augmentation de leur facture. Il n'est pas inutile de contraindre les compagnies pétrolières à répercuter à la pompe la baisse du brut quand elle survient, mais il serait bien plus efficace de taxer significativement et durablement les super profits qu'elles réalisent. Quant à l'État, son obstination à ne pas vouloir agir sur le montant des taxes n'est pas justifiée et je continue de penser qu'il est socialement nécessaire de baisser la TIPP, la taxe intérieure sur les produits pétroliers.

Au-delà de cette actualité immédiate, le refus de s'en prendre à des logiques politiques asservies aux diktats des marchés financiers rend inopérant la recherche de solutions nouvelles et durables aux graves problèmes qu'il nous faut affronter.

Oui, en effet, nous sommes entrés dans une période de pétrole plus rare – ou peut être, plus précisément, plus difficile à extraire- et donc plus cher.

Oui, un certain mode de production et une certaine façon de consommer ont des incidences très préoccupantes sur l'environnement et le climat, notamment en raison des émissions massives de gaz à effet de serre.

Oui, il faut impérativement diversifier les sources d'énergie en économisant les ressources naturelles, en limitant les pollutions et les nuisances par la modification des modes de vie et des comportements des particuliers – ce ne sera pas forcément le plus difficile – et des entreprises – cela risque de l'être davantage. Et ces objectifs, doivent être appuyés sur un formidable effort de recherche afin de mieux maîtriser l'existant et de développer de nouveaux réseaux.

Seulement voilà, rien de tout cela, sur quoi nous sommes beaucoup à nous accorder, ne connaîtra de développements utiles si les maître-mots des politiques énergétiques restent « l'argent », le « profit financier. »

Sans la volonté de s'attaquer à ce dogme, les meilleures préconisations ne décolleront pas du stade d'intention. J'ai évoqué les comportements plus économes de la part des usagers et des entreprises. C'est tout à fait indispensable, mais encore faut-il permettre ces comportements. Adapter son appartement, sa maison individuelle à cet objectif d'économie a un coût, et souvent un coût très élevé. Le résultat c'est qu'il n'y a qu'une minorité de familles susceptibles de consentir à cet effort, parce qu'elle peut accéder au marché onéreux des moyens nécessaires aux économies d'énergie.

Autre exemple : on déplore, un peu de tout côté, l'omniprésence du transport de marchandise par la route. Mais qu'en est-il du ferroutage ? Et pourquoi ne pas travailler à de grands projets pour développer la navigation fluviale ? J'indique qu'une barge peut transporter un volume de marchandises égal à celui de .. 280 semi-remorques.

Et puis, ne faudrait-il pas encourager, avec plus de prégnance, les constructeurs automobiles à accélérer la mise en œuvre des projets qu'ils ont dans leurs cartons. Je pense à la propulsion hybride, à l'hydrogène, au moteur électrique ... autant d'évolutions technologiques qui n'ont pas besoin d'attendre la pénurie de pétrole que chacun sait inévitable, même sans savoir quand exactement elle interviendra. J'ajoute, puisque j'en suis à l'automobile, qu'il est profondément injuste de vilipender les salariés qui utilisent chaque jour leur voiture pour effectuer le trajet domicile-travail. En vérité, ils n'ont pas le choix quand, en région parisienne et dans la plupart des grandes agglomérations, les transports collectifs sont notoirement insuffisants. D'autant plus insuffisants que, par ailleurs, la politique du logement cher et rare oblige les salariés et leurs familles à s'éloigner toujours davantage des lieux d'études, de loisirs, de travail.

J'y insiste : c'est de l'avenir de la civilisation que nous parlons quand nous discutons des questions énergétiques. Et notre responsabilité à tous c'est de penser ces questions et d'y

apporter des réponses neuves dans le cadre de ce que j'ai appelé, au début de mon propos, une « maîtrise publique », caractérisée par un essor de la démocratie en termes d'élaboration et de décisions, qu'il s'agisse de financement, de droit à l'énergie, de préservation de l'environnement, de protection contre les risques industriels. Voilà pourquoi - je le note au passage mais j'imagine que Frédéric Imbrecht y reviendra - les politiques de déréglementations successives suivies depuis le début des années 80 sont particulièrement nocives pour l'immédiat et dangereuses pour l'avenir. Les cas de la Grande-Bretagne et de la Californie l'illustrent, hélas parfaitement !

Je veux aborder maintenant trois questions récurrentes, dont je pense qu'elles méritent un débat plus serein et plus exigeant que celui auquel elles ont donné lieu jusqu'à présent.

D'abord il y a le problème des énergies renouvelables. J'y suis évidemment favorable. Rien ne doit être négligé qui puisse permettre, tout à la fois, une économie des matières premières traditionnelles –pétrole et gaz en particulier- et un essor des sources d'énergie qui peuvent leur être substituées dans certaines circonstances où elles sont pertinentes.

Certes, il faut développer le recours à l'Eolienne, à la géothermie, au photovoltaïque. Mais on sait que par ces moyens, on ne peut agir qu'à la marge eu égard aux besoins humains actuels et à leur développement prévisible. N'empêche : travaillons au développement, chaque fois que possible, de ces énergies, en prenant en compte leurs caractéristiques intrinsèques et leur intégration dans le système énergétique, en complémentarité avec les autres moyens de production. Ainsi, l'énergie bois ne permettra de limiter la pollution en CO<sub>2</sub> que si son exploitation s'accompagne d'une gestion rationnelle et équilibrée des forêts mettant en cause la tendance mondiale à la déforestation. Ainsi encore l'Eolien, dont le coût est élevé, ne peut avoir d'intérêt que si les outils de substitution à son caractère intermittent ne sont pas eux-mêmes producteurs de CO<sub>2</sub>.

Et puis il y a le nucléaire. On sait la part importante – la plus importante d'Europe - qu'il occupe dans l'énergie primaire consommée en France.

Cependant, j'ai le sentiment que pour le gouvernement actuel, l'option nucléaire est davantage esquissée que réellement affirmée. Il ne s'agit pas, disant cela, de rechercher un débat frontal entre ceux qui veulent, à tout prix, « sortir du nucléaire » et les autres – dont je ne suis pas - qui en seraient des inconditionnels.

Simplement, nous savons que si le nucléaire pose de sérieux problèmes – stockage et traitement des déchets en particulier – il comporte aussi de réels avantages, notamment le bas prix du Kwh (comparé aux autres formes de production) et sa « propreté » relativement à l'environnement et au climat.

D'autre part, la recherche et l'innovation technologique sont particulièrement prometteuses dans ce domaine, pour peu qu'on en fasse le choix résolu et que les pouvoirs publics les encouragent.

Le lancement de l'EPR, réacteur dit de « troisième génération » est de ce point de vue une bonne nouvelle, bien meilleure que la décision d'arrêter Superphénix en 1997, qui a annulé une partie de l'avance technologique de notre pays. De même qu'est une bonne nouvelle l'accueil, sur notre territoire, du projet ITER. On sait, en effet, que la fusion thermonucléaire peut ouvrir des perspectives d'abondance et de disponibilités énergétiques.

C'est pourquoi, je veux y insister, il y a besoin de continuité en ce domaine. Je partage l'idée exprimée par Jean-Michel Gama, Claude Aufort et Béatrice Gallicier dans un récent numéro de la revue « Economie et Politique ». Je les cite : « Dans une conjoncture énergétique nationale et mondiale tendue, l'énergie nucléaire est une réponse aux besoins croissants des peuples. Les efforts de recherche actuels au niveau international sont orientés vers le nucléaire durable de 4<sup>ème</sup> génération susceptible de minimiser ses effets sur le climat, d'accroître l'efficacité énergétique et de réduire le volume et la toxicité des déchets ».

Ma troisième et dernière remarque, concerne l'Europe. L'Union est aujourd'hui dépourvue de politique énergétique commune. Elle est même profondément divisée sur l'utilisation et les potentialités de l'énergie nucléaire. Au fond, le seul accord entre les 25, porte sur la préconisation, contenue dans le « livre blanc », d'une sobriété énergétique conduisant à la restriction par des prix élevés.

Ça ne va pas, ça ne va pas du tout !

Et j'affirme que de l'Europe doit émerger un grand projet énergétique, la rendant moins dépendante du pétrole, en investissant dans la recherche et dans les réseaux de transports et d'énergies.

Trois pistes à mon sens, méritent particulièrement d'être explorées.

D'abord une piste éminemment politique : il faut en finir avec le dogme de « la concurrence libre et non faussée ». Le résultat du référendum du 29 mai porte notamment cette exigence. A quoi s'ajoute l'extrême importance et la considérable mobilisation de moyens – intellectuels et technologiques - qu'imposent la définition et la mise en œuvre de nouvelles politiques énergétiques. C'est un énorme chantier, dont je ne sous estime pas les difficultés puisqu'il s'agit de réorienter, par le débat et par l'action, la Construction Européenne.

D'autre part, l'importance des investissements à engager nécessite une rupture avec les contraintes – en vérité, le véritable carcan – que constitue, dans le domaine énergétique comme dans beaucoup d'autres le pacte de stabilité.

J'ajoute que la mission essentielle de la Banque centrale Européenne devrait être de soutenir les dépenses publiques de chaque pays affectées au développement de la maîtrise énergétique.

Enfin l'Europe a besoin de services publics efficaces, profondément démocratisés, responsables face à la transition de longue durée que les peuples et les responsables politiques, les salariés et leurs organisations, les chefs d'entreprises ont le devoir de conduire. Des services publics qui doivent pouvoir assurer un égal accès à l'énergie, une restitution de la maîtrise des services aux citoyens et la promotion, en Europe, d'un nouveau modèle d'entreprises, organisées autour d'objectifs et appuyées sur des critères rénovés en matière de formation des salariés, d'économie d'énergie, de protection contre les risques industriels et de respect de l'environnement.

Mesdames, Messieurs, Cher(e)s Ami(e)s,

J'ai parcouru –trop vite sans doute- quelques uns des aspects décisifs, selon moi, des problèmes énergétiques auxquels toutes les sociétés humaines sont lourdement confrontées et pour une longue période.

Le séminaire de la Fondation Gabriel Péri que nous inaugurons ce soir, va se poursuivre jusqu'à juin 2006. Nous accueillerons, chaque mois, des spécialistes, des responsables politiques et des syndicalistes – français et étrangers - des militants associatifs de diverses sensibilités. Avec un objectif : celui, ainsi que je l'indiquais précédemment, de contribuer à faire grandir le vaste débat indispensable à une approche renouvelée, responsable et humaine de ces questions, à l'opposé de la tendance qui stigmatise les usagers et qui les fait supporter financièrement des politiques inefficaces au plan social, lourdes de menaces pour l'environnement... mais extrêmement profitables aux marchés financiers.

Nous avons, donc, beaucoup d'ambitions pour notre séminaire. Et, surtout, beaucoup de travail car nous avons un devoir de créativité, d'innovation, d'anticipation.

Je me réjouis de notre rencontre de ce soir. Je forme le vœu qu'elle nous permette d'avancer vers ces objectifs jusqu'à formuler, au terme de nos travaux, des propositions neuves pour nourrir la réflexion et aider à la prise de décision.

C'est ainsi que nous concevons le rôle de la Fondation Gabriel Péri. Je vous remercie de votre attention.